

ETAT DE SECURITE ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION DANS LA PROVINCE DE LA TSHOPO

“FOOD SECURITY AND NUTRITION STATUS IN TSHOPO PROVINCE”

Auteur 1 : Benjamin BEMBONGA Moganga

Auteur 2 : Solange MOSUNGA Boamba

Auteur 3 : Trésor AGUBA Manzanga

Benjamin BEMBONGA Moganga, Chercheur en stratégies de survie et moyens d’existence, Faculté des sciences économiques de l’Université de Kisangani, RDC

Solange MOSUNGA Boamba, M.Sc. Chercheuse et experte en Analyses et synthèses socioéconomiques, Division de Plan, République Démocratique du Congo,

Trésor AGUBA Manzanga, Chercheur et expert en analyse des indicateurs de développement, République Démocratique du Congo,

Déclaration de divulgation : L’auteur n’a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l’objectivité de cette étude.

Conflit d’intérêts : L’auteur ne signale aucun conflit d’intérêts.

Pour citer cet article : BEMBONGA B.M , MOSUNGA S.B & AGUBA T.M (2023). « Etat De Securite Alimentaire Et De Nutrition Dans La Province De La Tshopo “Food Security And Nutrition Status In Tshopo Province”», African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 18 » pp: 760 –778.

Date de soumission : Mai 2023

Date de publication : Juin 2023



DOI : 10.5281/zenodo.8238434
Copyright © 2023 – ASJ



Résumé

L'avènement de covid 19 a exacerbé la crise alimentaire et nutritionnelle en constante hausse depuis la décennie 80 en République Démocratique du Congo. La province de la Tshopo est classée, en très grande partie, à la phase de crise ou d'urgence du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire en 2022.

Les piliers de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont minés par une crise multiforme dont la sortie exige une kyrielle d'interventions assorties d'une politique publique soutenue par l'Etat congolais et ses partenaires dans le cadre de la mise en œuvre du guide méthodologique de la planification provinciale et locale. Dans la province de la Tshopo, la situation alimentaire et nutritionnelle s'est considérablement dégradée durant les trois dernières années. Pour présenter cette situation, cette réflexion recourt à la méthode descriptive.

Globalement, il est observé que 2 130 982 personnes soit 76% de la population sont en situation de l'insécurité alimentaire globale et entre 10 et 20% des enfants de 6 à 59 mois souffrent de la malnutrition aigüe modérée ou sévère. En outre, l'accès à l'eau potable, aux services de santé, aux installations hygiéniques assainies et à l'information alimentaire adaptée reste largement faible.

Mots clés : Sécurité alimentaire – Crise - Nutrition – Pauvreté - Résilience

Abstract

The advent of covid 19 has exacerbated the food and nutrition crisis that has been growing steadily since the 1980s in the Democratic Republic of Congo. The province of Tshopo is classified, for the most part, in the crisis or emergency phase of the integrated food security classification framework in 2022.

The pillars of food and nutritional security have been undermined by a multifaceted crisis whose resolution requires a series of interventions accompanied by a public policy supported by the Congolese State and its partners within the framework of the implementation of the methodological guide for provincial and local planning. In the province of Tshopo, the food and nutritional situation has deteriorated considerably over the past three years. To present this situation, this reflection resorts to the descriptive method.

Overall, it is observed that 2,130,982 people or 76% of the population are in a situation of global food insecurity and between 10 and 20% of children aged 6 to 59 months suffer from moderate or severe acute malnutrition. In addition, access to drinking water, health services, sanitized hygiene facilities and appropriate food information remains largely low.

Keywords : Food security - Crisis - Nutrition - Poverty - Resilience

Introduction

La sécurité alimentaire est un concept dont le contenu a fortement évolué dans le temps. La définition lui réservée est tributaire de vicissitudes survenues dans le vécu quotidien d'un peuple, d'une région, d'un pays ou d'un continent.

Selon Maxwell et Frankenberger (1992), depuis 1975, la sécurité alimentaire a cumulé plus de trente définitions en fonction de diverses approches existantes allant des considérations très économiques et quantitatives vers des considérations plus humanistes et plus qualitatives.

La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active (FAO, 2003).

La République Démocratique du Congo (RDC) regorge d'immense potentiel en ressources naturelles susceptibles de garantir à ses habitants un niveau de sécurité alimentaire et nutritionnelle acceptable. Cependant, elle renferme 26 429 377 personnes en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 et 4 de l'IPC sécurité alimentaire) et plus 2,2 millions de femmes enceintes ou allaitantes souffrant de la malnutrition aigüe. *Quel paradoxe !*

La Tshopo, une des provinces issues du démembrement de l'ancienne Province Orientale, n'a pas été épargnée par la crise multiforme qui frappe la RDC depuis son accession à l'indépendance le 30 juin 1960. La période post coloniale du Congo fut ainsi une « époque apocalyptique durant laquelle tout ce qui pouvait mal tourner tourna mal » (Reybrouck, 2012). En effet, la succession de plusieurs faits au rang desquels deux sécessions, un coup d'Etat, une coexistence de deux gouvernements (Ndaywel, 2010), un déficit budgétaire et une inflation (Eycken et Vorst, 1967 cités par Mpia, 2022) dont suivra une courte période d'apaisement liée à certaines mesures de politiques économiques prises par le Président Mobutu dont l'institution d'un code d'investissements libéral, qui provoquera l'afflux de capitaux étrangers au pays (Buelens et Cassimon, 2013) et la nationalisation de l'UMHK qui du reste, était une immense victoire. A cela il sied d'ajouter aussi la mesure de la 'zaïrianisation' qui visait la création d'une bourgeoisie nationale congolaise par l'octroi des entreprises étrangères à une catégorie des congolais dénommés « acquéreurs-bénéficiaires » (Kabeya, 2013).

Les conséquences économiques désastreuses ces mesures seront nombreuses : dislocation des circuits commerciaux, pénuries, licenciements dans les entreprises zaïrianisées, arriérés de

paiements, inflation, évasion fiscale par les acquéreurs, abandon des entreprises (Young et Turner, 1985).

Cette victoire qui semblait immense ressemblait davantage, dans la réalité à une victoire à la Pyrrhus puisque ces nouvelles mesures de politique économique finiront par produire un effet boomerang (Moreau, 2010) très dévastateur pour l'économie nationale.

Les « grands travaux » entrepris à partir de la deuxième moitié de décennie 1970, avec des emprunts internationaux, ne consisteront qu'à l'érection d'éléphants blancs et entraîneront le Congo dans le cercle vicieux d'endettement.

Sous la pression de ses prêteurs, le Zaïre¹ sera contraint de solliciter un rééchelonnement de sa dette, d'accepter la rétrocession des entreprises nationalisées, et d'appliquer les remèdes de cheval du FMI (Langellier, 2017). Et en sa qualité de « médecin », le FMI administra au patient zaïrois une « cure d'austérité » dont elle a le secret.

Dans le cas particulier du Zaïre, le programme d'ajustement structurel (PAS) comprenait en 1983 trois volets essentiels : (i) la libéralisation des prix ; (ii) la réforme des finances publiques ; et (iii) la réforme des entreprises publiques (Mukoko, 2021). Jusqu'à la rupture de coopération avec les institutions de Bretton Woods en 1990, le Zaïre s'était vu administrer une série de PAS discontinuée dite « politique de stop and go ». ***Ces PAS ont eu comme effets d'un côté l'appauvrissement des populations et l'accroissement de la dépendance du pays à l'égard du marché mondial et de l'autre, « l'afflux des capitaux zaïrois dans les pays "donateurs" »*** (Kankwenda, 1996).

Les deux pillages de 1991 et 1993 sont finalement venus mettre à genoux une économie zaïroise déjà essoufflée depuis 1974. En réponse à la crise socioéconomique, la population zaïroise a su s'inventer son propre « remède » : *l'économie informelle*.

A cela s'ajoutent la guerre de libération de l'AFDL qui a entraîné plusieurs conséquences socioéconomiques négatives dont la perte de l'outil de production, le déplacement de nombreux agriculteurs ainsi que la dévastation des champs & domaines pastoraux (Kabuya et Tshiunza, 2000). Malgré une embellie observée du cadre macroéconomique entre 2012 et 2015 (avec un pic de croissance économique de 9,4%), l'amélioration des conditions d'existence des congolais est restée une « chimère » avec effet multiplicateur dans les milieux ruraux.

A ce propos, à la suite de NTSAMA (2014), « *le simple fait de vivre dans ces zones [rurales] fait grimper le degré de vulnérabilité des habitants ; la crise économique et agricole qui*

¹ Ancienne appellation du pays

sévit depuis les années 1980 a lourdement affecté les capacités de production des ménages ruraux ».

L'insécurité dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu suite à l'activisme des groupes armés congolais et étrangers entraîne un mouvement des populations vers la Province de la Tshopo voisine avec une kyrielle de problèmes socioéconomiques que cela peut susciter. En sus, le délabrement des infrastructures de communication, le bouleversement de calendrier agricole, la résurgence des épizooties et des pestes des plantes, les inondations, les criquets ravageurs des plantes, la flambée des prix des biens de première nécessité et d'autres chocs rendent vulnérables les populations et amenuisent leurs moyens d'existence durables dont la seule issue reste à ce jour le recours à des stratégies d'adaptation au sein des ménages.

Eu égard à ce qui précède, il s'avère aujourd'hui nécessaire de se questionner sur la situation de la sécurité alimentaire et de nutrition dans la province de la Tshopo. Comme objectifs spécifiques, il s'agit, entre autres, d'analyser la disponibilité alimentaire, l'accessibilité à la nourriture, l'utilisation domestique des aliments et s'assurer de leur stabilité dans le long terme (pérennité). Par la suite, établir un lien entre ces résultats et la situation nutritionnelle de la même période.

Intérêt et Méthodologie

L'intérêt de cette cogitation réside dans la prise en compte dans les analyses du cadre conceptuel intégré de l'IPC sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le contexte de la Tshopo. Ainsi, elle se base sur la compilation des données recueillies dans tous les secteurs impliqués tant de l'administration publique que de partenaires techniques et financiers de la RDC afin de décrire l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit des données validées dans un contexte multisectoriel dont les secteurs de l'agriculture, pêche & élevage, développement rural, météorologie, santé, WASH, PRONANUT, Economie et commerce, Plan, Genre & famille et éducation. Il s'y ajoute celles des PTF et ONG sectoriels dont la PAM, FAO, OMS, Unicef, ADRA, Enabel Coopération belge, PNUD, Action contre la faim (ACF) et Médecins sans frontières.

Les fiches d'analyse IPC sécurité alimentaire et malnutrition aigüe ainsi que les différents rapports des parties prenantes au cluster sécurité alimentaire et nutrition sont aussi exploitées en complément d'informations.

Hormis l'introduction et la conclusion, ce papier comporte trois grandes sections : analyse des piliers de la sécurité alimentaire, situation nutritionnelle et de chocs à la résilience des ménages.

1. ANALYSE DES PILIERS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire est reprise sur les dimensions suivantes : disponibilité alimentaire, l'accessibilité à la nourriture, l'utilisation domestique des aliments et la stabilité de trois premières dimensions. A chaud, il de noter la situation de la sécurité alimentaire reste très préoccupant dans la province pour des raisons structurellement multifformes.

Entre 2020 et 2021, l'insécurité alimentaire globale est partie de 97,3% à 55,7%. Cette baisse est due à la levée des mesures de confinement et aux efforts de relance de l'économie meurtrie par la crise de la pandémie à covid 19. Mais en 2022, plus de 2 905 037 personnes soit 76,2% de population tshopolaise sont tombées dans l'insécurité alimentaire globale (498 957 personnes en insécurité alimentaire sévère et 2 406 080 personnes en insécurité alimentaire modérée) selon les enquêtes PAM-EFSA (2022).

Tableau 1

Prévalence de l'insécurité alimentaire

Prévalence de l'insécurité alimentaire		Population
Sécurité alimentaire	2%	56 078
Sécurité alimentaire limite	22%	616 863
Insécurité alimentaire modérée	63%	1 766 472
Insécurité alimentaire sévère	13%	364 510
Total	100%	2 803 924

Source : Rapport enquêtes PAM-EFSA, 2022

Il est observé que 76% de la population de la Tshopo sont en situation de l'insécurité alimentaire globale avec la possibilité que cette proportion augmente si des mesures de politique publique afin d'encourager les piliers de la sécurité alimentaire ne sont pas prises.

Tableau 2

Classification IPC Secal 2022

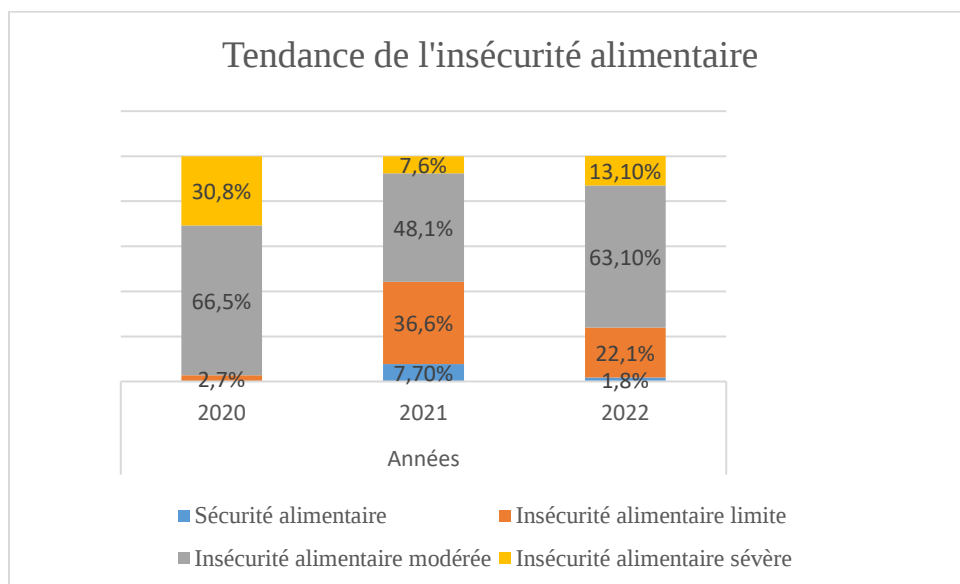
Classification IPC SECAL	Population
Phase 1: minimale	832 780
Phase 2: stress	1 430 163
Phase 3: crise	479 487
Phase 4: urgence	61 494
Phase 5: famine/catastrophe	-
Total	2 803 924

Source : ISS IPC Secal, 2022

La population en phase 3 et plus s'estime à 540 981 personnes et risque de croître les années prochaines.

Figure 1

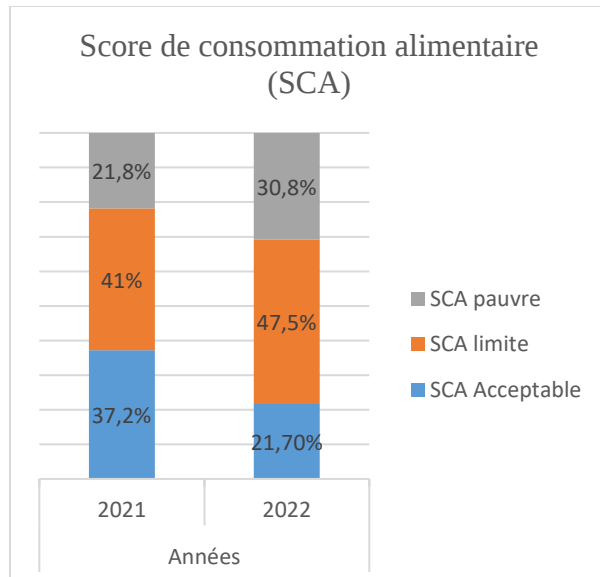
Evolution de l'insécurité alimentaire



Source : PAM-EFSA (2012)

Figure 2

Score de la consommation alimentaire



Source : IPC Sécal (2022)

D'une année à une autre, on observe une dégradation de la situation alimentaire. Un SCA pauvre ou limite est indicatif d'une classification globale de la province en phase de crise ou urgence (phase 3 ou 4 IPC Secal).

En 2022, les ménages ont déclaré leur incapacité à diversifier les aliments et à maintenir la fréquence de leur consommation pour des raisons qui seront évoquées dans les piliers de la sécurité alimentaire (infra).

En ce qui concerne l'indice de faim, 40% des ménages témoignent la présence de faim modérée avec 65% des ménages pour le Territoire d'Opala ; tandis que 1% accuse la présence de faim sévère pour l'année 2022 (PAM-EFSA, 2022).

Tableau 3

Proportion de revenu allouée à l'alimentation

Part de revenu allouée à l'alimentation	Proportion des ménages
Moins de 50%	14%
de 50 à 65%	28%
de 66 à 75%	27%
plus de 75%	31%

Source : Enquête PAM-EFSA, 2022

Quatre-vingt-six pourcent des ménages de la Tshopo allouent plus de 50% de leurs revenus à la consommation alimentaire. Ceci corrobore avec la situation de crise ou urgence de la sécurité alimentaire décrite ci-haut.

Le défi de lutte contre l'insécurité alimentaire est mieux relevé selon que le chef de ménage est de sexe masculin ayant un niveau d'instruction relativement élevé. Par contre, une grande taille de ménage et une faible diversification de source de revenu de cette unité de production accroît la vulnérabilité. Celle-ci augmente dans les ménages tant ruraux qu'urbains lorsqu'il y a présence d'une femme enceinte ou allaitante dans le ménage (PAM-EFSA, 2022).

En outre, plus de 65% des ménages en situation de stress et de crise ont observé des changements dans la structure de leurs moyens d'existence durables et ont adopté des stratégies d'adaptation (IPC Secal, 2022).

Dans les milieux ruraux, les ménages agricoles adoptent des stratégies de survie allant jusqu'à la diversification en faveur d'une réduction importante de travail accordé à l'agriculture, avec toutes ses conséquences sur le moyen et long terme. **Cercle vicieux de pauvreté !**

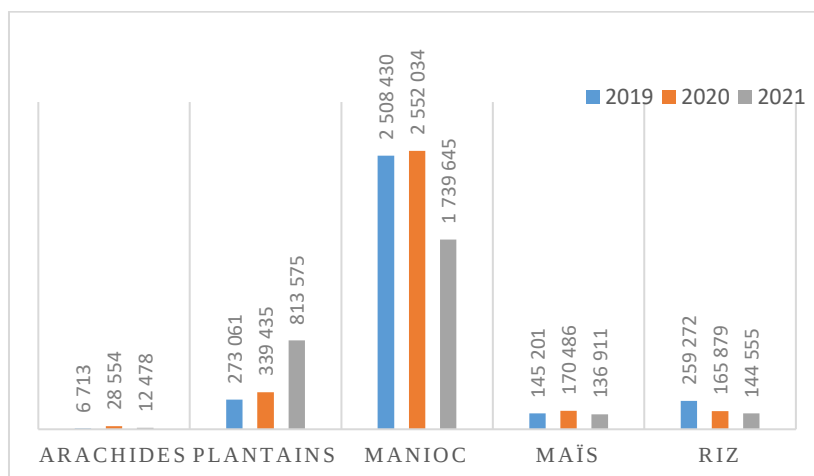
1.1. Disponibilité alimentaire

La production alimentaire locale de base est essentiellement constituée de manioc, plantain, riz, maïs. Le haricot, le poisson salé, l'oignon et le chou proviennent de l'Ituri et du Nord-Kivu tandis les « vivres frais² » sont importés via la capitale et la viande de vache est issue des élevages des éleveurs étrangers mbororo dont la cohabitation est difficile avec les populations des provinces de Bas et Haut-Uélé.

² Essentiellement de poulets et chinchards

Figure n°3

Evolution de production locale des cultures de base (tonne)



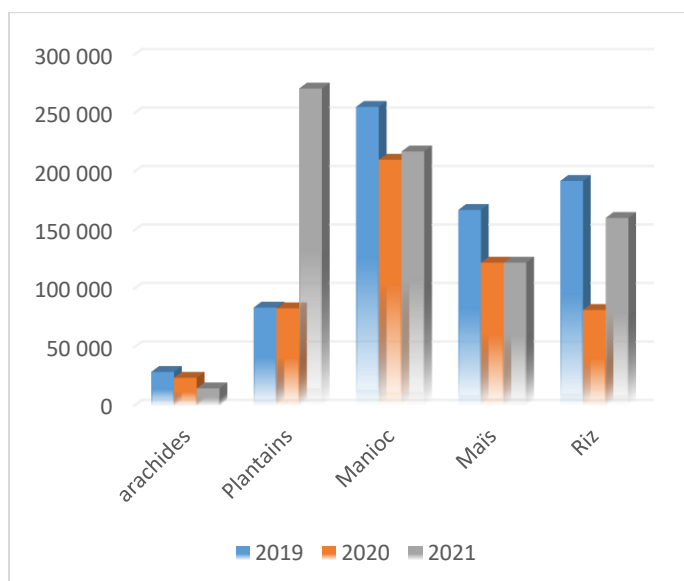
Globalement, la production est baissière à l'exception des plantains dont la culture est en expansion dans la province surtout dans la région de Kisangani. Un paradoxe puisque la Tshopo nourrit aussi le Nord-Kivu, l'Ituri ainsi que le Maniema.

Source des données : Rapport annuel Division provinciale du Plan Tshopo, 2022

Malheureusement, la guerre et l'insécurité ont provoqué l'effritement de la production dans les bassins de l'Ituri et du Nord-Kivu. La circulation des aliments produits dans la Tshopo est rendu difficile à cause de mauvais état des voies de communication provoquant ipso facto le dysfonctionnement des filières et marchés agricoles et justifiant ainsi la baisse des superficies annuelles emblavées pour certaines cultures(cfr la figure ci-dessous).

Figure n°4

Evolution des superficies emblavées (hectare)



Les superficies cultivées des produits de base ont baissé entre 2019 et 2021. Les causes principales sont l'enclavement de la quasi-totalité des territoires suite au délabrement avancé des voies de communication reliant les lieux de production à ceux de consommation, la faible productivité et l'amenuisement de la population agricole qui s'adonne à plusieurs autres activités extra agricoles pour survivre.

La hausse de production des plantains corrobore la croissance des superficies emblavées à cet effet.

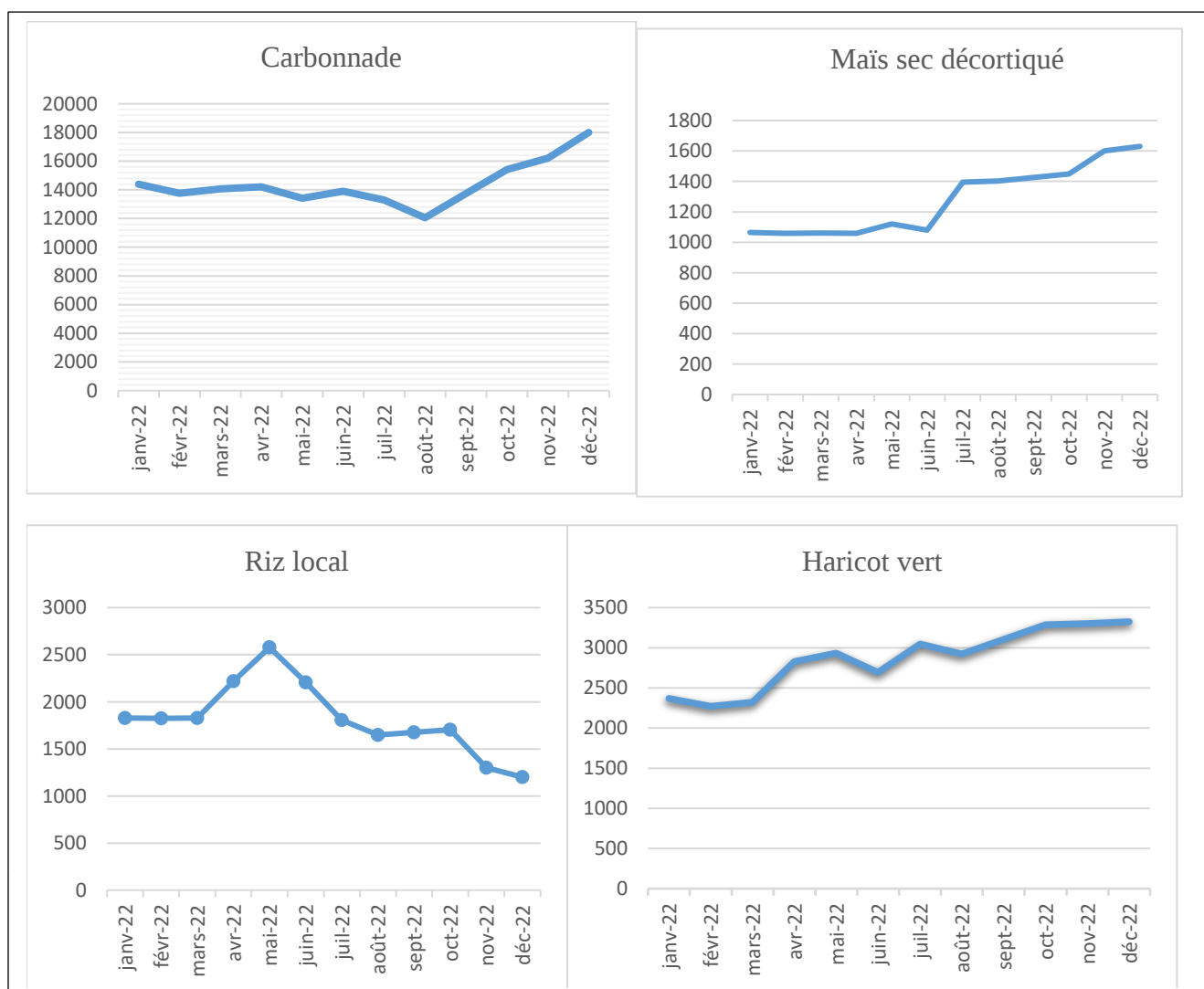
Source des données : Rapport annuel Division provinciale du Plan Tshopo, 2022

1.2. Accessibilité à la nourriture

La population de la Province de la Tshopo est estimée à 3 815 831 habitants (PAM-EFSA, 2022) avec un taux de croissance démographique annuel d'environ 3.2%. Entretemps, il s'observe un déplacement de population du Nord-Kivu et de l'Ituri vers la Tshopo suite à la guerre et aux tueries perpétrées dans ces parties du pays, grossissant de facto la demande alimentaire. En outre, consécutivement à cette insécurité, les agriculteurs ituriens et nord-kivutiens se gardent d'aller aux champs et sont contraints de s'approvisionner sur les marchés en produits alimentaires en provenance de provinces du Bas-Uélé, Mongala et Tshopo.

Encadré n°1

Evolution des prix de certaines denrées alimentaires essentielles sur les marchés de Kisangani.



généralement, le revenu d'un congolais reste faible !

La hausse des prix sur les marchés reste à ce jour l'épineux obstacle d'accessibilité aux aliments de base.

Tableau n° 4

Parts des revenus des ménages allouées aux dépenses alimentaires (%)

Moins de 50%	[50% -65%]	]65% -75%]	Plus de 75%
14%	28%	27%	31%

Source : PAM-EFSA, 2022

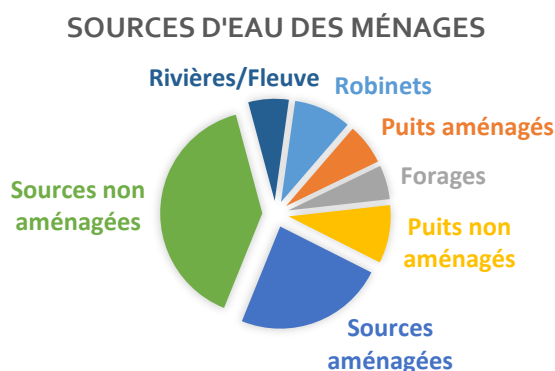
Les principales sources de revenu des ménages restent l'agriculture (58%), le travail salarié (16%) et le commerce (9%). Plus de 85% des ménages allouent plus de 50% des revenus rien qu'à la consommation alimentaire dont 31% consacrent plus de 75% des revenus.

1.3. Utilisation des aliments

Faute de données sur les autres aspects de l'utilisation des aliments, cette analyse se focalise essentiellement sur l'accès à l'eau potable dans la province.

Figure n°5

Différentes sources d'eau des ménages



Plus de la moitié de la population de la Tshopo (soit 1 550 570 personnes) n'a pas accès à l'eau potable. Cause de nombreux cas de maladies d'origine hydrique.

Source : PAM-EFSA, 2022

Les années 2021 et 2022 ont respectivement enregistré, à partir des sites sentinelles, 79 070 cas et 53 363 cas de diarrhées dans la Province Tshopo (SNSAP, 2022). L'un des facteurs contributif reste les inondations ayant touché la ville de Kisangani et les territoires d'Ubundu, Isangi et Basoko ainsi que la cessation des interventions de certains partenaires, dont ACF dans le territoire de Basoko.

1.4. Stabilité

La stabilité est la dimension fondamentale de la sécurité alimentaire car pour y arriver, il faut garantir la stabilité de la disponibilité, de l'accessibilité et de la bonne utilisation des aliments dans les ménages.

Cette stabilité est régulièrement menacée par plusieurs chocs dont : hausse des prix des produits alimentaires essentiels, cas de maladies ou décès, épizooties ou maladies des plantes, attaques des plantes par les insectes, perturbations climatiques (inondations ou déficit des pluies), conflits communautaires, etc (PAM-EFSA, 2022) ainsi la croissance démographique qui n'entraîne pas la production dans son élan.

L'absence chronique d'une politique structurelle de développement par la construction des infrastructures socioéconomiques et de renforcement des capacités à laquelle s'ajoute la non-appropriation des acquis des projets de développement agricole et rural exécutés par des PTF sont des véritables facteurs contributifs à cette instabilité permanente.

Ainsi, eu égard à la situation décrite, les ménages adoptent des stratégies de stress ou de crise (selon le contexte) afin de couvrir le déficit de consommation alimentaire.

En effet, les ménages à la phase de stress s'abstiennent des certaines dépenses non alimentaires afin de couvrir leur déficit alimentaire. Leur situation alimentaire reste tellement précaire à telle enseigne qu'un moindre choc suffit pour qu'ils basculent dans la crise.

Tandis que les ménages à la phase de crise parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale mais seulement en se départissant de leurs avoirs de moyens d'existence majeurs ou en employant des stratégies d'adaptation de crise : aliénation des actifs productifs, le retrait des enfants de l'école, vol, prostitution, etc.

2. SITUATION NUTRITIONNELLE

La prévalence de la malnutrition aigüe en RDC est en baisse depuis 2001, allant de 16% à 7% en 2018, mais, le nombre d'enfants victimes de ce fléau reste toujours élevé, un peu plus de 1.5 millions. A la Tshopo, le taux de la malnutrition aigüe est de 4.3% inférieur au seuil acceptable (5%) et de la moyenne du pays (6.5%).

La prévalence de la malnutrition chronique à la Tshopo est de 43.9%. Ce qui la place au-dessus de la moyenne nationale et du seuil d'urgence qui sont respectivement de 41.8% et 40% (Pronanut, 2022).

Tableau 5

Situation nutritionnelle de la Province Tshopo

	Territoire	MUAC<125	Phase
TSHOPO	Kisangani	14,5%	3 - 4
	Ubundu	13,5%	3 - 4
	Opala	9,9%	2 - 3
	Isangi	14,0%	3 - 4
	Yahuma	19,3%	4 - 5
	Basoko	12,2%	3 - 4
	Banalia	21,1%	4 - 5
	Bafwasende	3,5%	1 - 2

Source: PAM-EFSA 2022

Globalement, la province est classée en phase 3-4 ou 4-5 où entre 10 et 20% des enfants de 6 à 59 mois souffrent de la malnutrition aigüe modérée ou sévère.

Consécutivement à l'insécurité alimentaire à laquelle est exposée la Tshopo, la situation nutritionnelle n'est pas du tout rose. Le cadre intégré de la classification de la malnutrition aigüe classe globalement la province en phase critique.

2.1. Pratiques d'alimentation et maladies

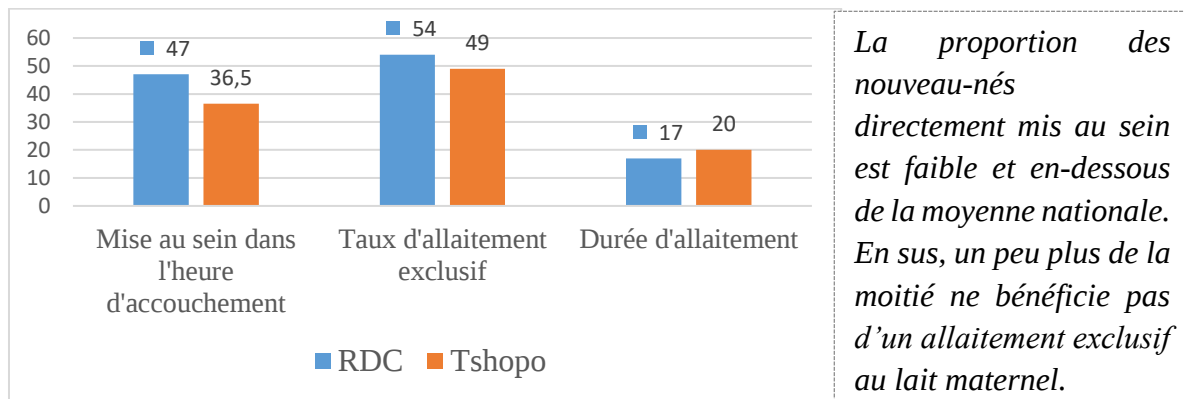
La Tshopo est l'une de 21 provinces les plus touchées par la malnutrition chronique dont la prévalence est de 43.9%, supérieure à la moyenne nationale (41.8%). La situation nutritionnelle des femmes de 15 à 49 ans reste préoccupante : 7% des femmes sont maigres et 27.4% sont en surpoids ou obèses les exposant à de nombreuses maladies chroniques.

Selon la FAO (2021), les carences en micronutriments sont très importantes en RDC avec un fort taux d'anémie.

A la Tshopo, 63.7% des enfants de 0 à 59 mois et 39.6% des femmes en âge de procréer sont anémiques (EDS, 2014).

Figure n°6

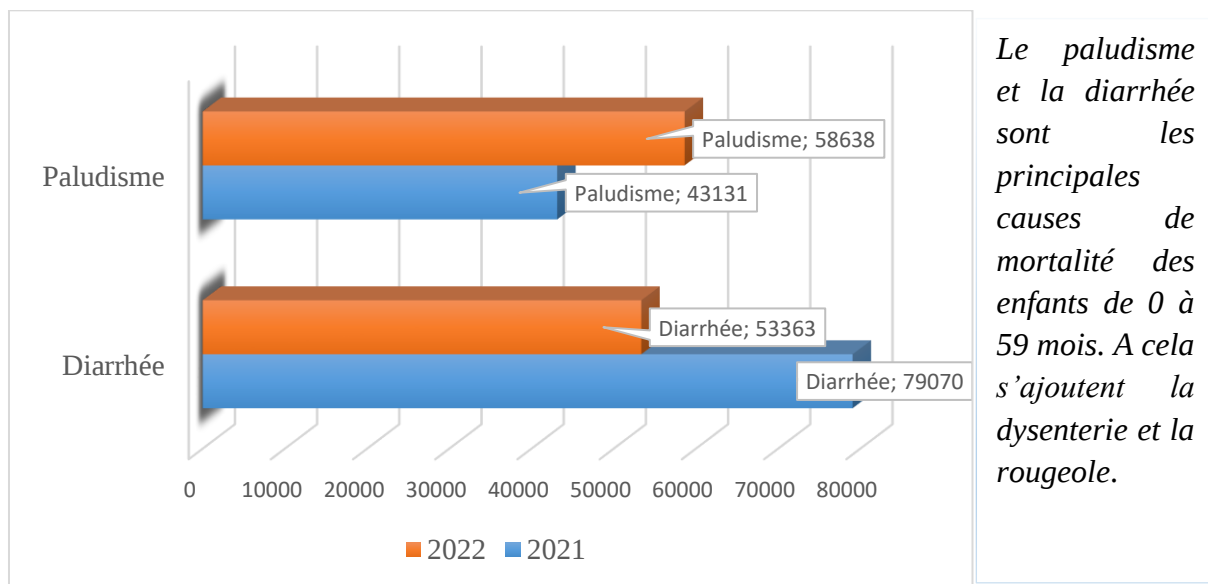
Prise en charge alimentaire des nouveau-nés



Source : Rapport Pronanut, 2022

Figure n°7

Cas des maladies tueuses des enfants



Source : Source : Rapport Pronanut, 2022

2.2. Services de santé

Si l'on considère l'antigène de référence DTC3 communément appelé Penta3, la couverture vaccinale est de 96%, 57% et 93% respectivement en 2020, 2021 et 2022 (Ministère de santé-DHIS2, 2022)³.

³ DHIS2 est une couverture administrative dont les données sont issues des formations sanitaires sentinelles.

La faible couverture de 2021 se justifie principalement par la longue grève des prestataires non médecins ayant entraîné une interruption de différentes activités préventives et curatives dans les formations sanitaires durant le deuxième semestre.

Mais selon les enquêtes couvertures vaccinales menées par l'école de santé publique, les couvertures restent très faibles pour la province (37 % en 2020 et 18 % en 2021) avec un grand nombre d'enfants zéro dose (environ 83 000 enfants).

3. DE CHOCS A LA RESILIENCE DES MENAGES

De nombreuses études factuelles ont clairement démontré le contexte de l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans la province de la Tshopo, pourtant disposant d'énormes potentiels naturels et humains propices à la production alimentaire (Bolakonga et al., 2012).

Toutes ces analyses ont chacune révélé d'importants chocs cumulés au fil des ans pour s'ériger en facteurs inhibiteurs du bien-être global. Si au secteur de santé certains aspects marchent bien, il y a lieu de mentionner la présence de l'appui technique et financier des partenaires du gouvernement congolais.

En revanche le secteur de production agricole est confronté à de multiples contraintes qui, elles-mêmes, sont de divers ordres, à savoir technique, économique et institutionnel (PPIA, 2019).

Si l'enclavement des lieux de production reste le principal facteur contributif de la descente aux enfers de l'agriculture, la faible intervention de l'Etat dans le secteur ne permet pas de faire face à la demande alimentaire à partir de la production locale. En sus, depuis 2020, la hausse régulière des prix des produits alimentaires importés⁴ a réduit sensiblement le pouvoir d'achat des ménages.

La crise alimentaire mondiale, liée à la hausse des prix des denrées alimentaires débutée en 2008 et exacerbée en 2020 par la pandémie à covid 19 ainsi qu'en 2021 par la crise frumentaire occasionnée par le conflit ukraino-russe, est au centre des préoccupations des Nations-Unies.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que la mauvaise alimentation est la menace la plus importante pour la santé mondiale. Dans de nombreux pays en développement, la malnutrition est la cause sous-jacente de plus d'un tiers du total de décès infantiles et de 20% des décès maternels chaque année (FAO, 2018).

⁴ Les causes de ces hausses sont endogènes voire exogènes. La pression de la demande sur l'offre constante ou baissière entraîne une hausse généralisée des prix des produits alimentaires.

Selon la stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (SIPC), la résilience est une capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société exposée aux dangers de résister, d'absorber, de s'adapter et de se remettre des effets d'un danger, en temps opportun et de manière efficace (UNISDR, 2008).

En RDC, la production agricole reste essentiellement familiale et en absence de tout modèle de développement de cette unité économique de base, les ménages agricoles sont livrés à eux-mêmes et à la merci des forces en présence sur les marchés. Disposant faiblement de capacités de négociation, ils préfèrent capituler et se tourner vers d'autres activités génératrices de revenu afin de compenser le manque à gagner de leur activité principale, agriculture !

Les ménages adoptent de nouvelles activités sectorielles ou extra-sectorielles pour lisser leur consommation avec comme provoquant la perte progressive de main d'œuvre agricole et de production. Cet état des choses peut justifier la baisse de production et des superficies emblavées durant les trois dernières années.

En somme, les stratégies adoptées par les ménages agricoles sont qualifiées de très dangereuses dans le long terme pour autant qu'elles touchent leurs moyens d'existence durables. Ce comportement naturel de résilience ressort de la définition dudit terme par Béné et al. (2012) qui comporte trois dimensions : la capacité d'absorption, la capacité d'adaptation et les capacités de transformation. La capacité d'absorption se réfère aux stratégies d'adaptation par lesquelles les ménages et les communautés se protègent contre les chocs ou atténuent leur impact afin de se permettre de maintenir les modes de vie existants.

En analysant de près, ceci n'est plus valable que dans le contexte de chocs à court terme contre lesquels les ménages montent des mécanismes idoines pour minimiser les dégâts causés et espérer la meilleure vie par la suite. Mais en RDC, les chocs subis sont structurels dont la gestion nécessite un « big push » du gouvernement dans tous les secteurs, à travers des mesures de politiques publiques structurelles orientées vers la redéfinition de la politique agricole basée sur les ménages.

Conclusion

La Tshopo est l'une des provinces stables sur le plan sécuritaire de la République Démocratique du Congo. Les interventions à y mener seraient celles de développement et non d'urgence. Malheureusement, les indicateurs socioéconomiques accusent une dégradation des conditions de vie dans les ménages. Sur le plan de la sécurité alimentaire, il y a nécessité d'une prise en charge d'urgence afin de juguler l'insécurité alimentaire et la malnutrition grandissante chronique qui y sévissent.

Déclarée « *grenier agricole* » de la partie Nord-Est du pays, la province de la Tshopo connaît la grave crise alimentaire de son histoire. Son agriculture s'étiole au fil des jours et les superficies emblavées se rétrécissent à chaque saison et cette situation génère plus conséquence : chute de l'offre alimentaire, hausse généralisée des prix, baisse de score de consommation alimentaire, montée des cas de malnutrition.

La justification réside dans l'absence ou la désarticulation des interventions publiques dans le secteur et le saupoudrage orchestré par les partenaires au développement présents dans le secteur.

BIBLIOGRAPHIE

- Béné et al. (2012)**, Resilience: new utopia or new tyranny? Reflection about the potentials and limits of the concept of resilience in relation to vulnerability reduction programmes, IDS Working Papers 2012 (405), 1-61
- Bolakonga B. et Bauma G., Horge E., Ntoto R., Gahiro L. & Lebailly Ph. (2012)** : Analyse des filières agricoles du riz, manioc et huile de palme dans les sept (7) territoires du district de la TSHOPO, Province Orientale, République Démocratique du Congo. Rapport d'études CTB-PAIDECO
- Buelens F. et Cassimon D. (2013)**, The industrialization of the belgian Congo, colonial exploitation and economic development, Londres, Toutledge, pp.22-245
- Cellule d'analyse des indicateurs de développement – CAID (2022)**, Bulletin Mkengela
- Enquête démographique et de santé-EDS (2014)**, Rapport final
- FAO (2003)**, état de l'insécurité alimentaire, Rome
- FAO (2019)**, Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, Rome
- FAO, (2021)**, Partenaires mondiaux de l'IPC, manuel technique. Version 3.1. Rome
- Gouvernement provincial de la Tshopo (2019)**, Plan provincial d'investissement agricole PPIA 2020-2024
- Kabeya, A-L (2013)**, Introduction à l'économie des pays en développement : le sous-développement congolais (inédit)
- Kabuya F. et Tshiunza O. (2000)**, « L'économie congolaise et la réforme monétaire de juin 1998, Stefaan Marysse et Philip Reytsjens (dir), L'Afrique des grands lacs, Paris, L'Harmattan, pp. 277-297
- Kankwenda, J. (1996)**, Démocratisation de l'ajustement ou socialisation du développement au Zaïre, Afrique et Développement, vol. 21, n°2/3, pp. 101-118
- Langlier, J-P (2017)**, Mobutu, Paris, Perrin
- Maxwell S. et Frankenberger T. (1992)**, Sécurité alimentaire des ménages : Concepts, indicateurs, mesures : revue technique. FIDA/UNICEF, Rome
- Ministère de la santé – RDC (2022)**, Base de données sanitaires Système de gestion de l'information sanitaire-DHIS2, <https://dhis2.org/fr/drc-data-use/>
- Ministère de la santé RDC (2022)**, Surveillance nutritionnelle, sécurité alimentaire et alerte précoce (SNSAP), Bulletin n°43.
- Ministère du plan (2014)**, Enquêtes démographique et de santé (EDS), Rapport

- Moreau, F. (2010)**, De la décolonisation à la zaïrianisation : Le sort des capitaux belges au Congo, « Les cahiers Irice, vol. 2, n°6, pp.61-72
- Mpia J-R (2022)**, Recherche sur les causes de régression économique du Congo, 1960-2020, [Mémoire de maîtrise non publié], Université d'Ottawa.
- Mukoko, D. (2021)**, Guérir le Congo du mal zaïrois, Louvain-la-Neuve, Academia-L'harmattan
- Ndaywel, I. (2021)**, Histoire du Congo : des origines à nos jours, Bruxelles, Le cri Edition
- Programme alimentaire mondial-EFSA (2022)**, évaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence dans la province de la Tshopo, Rapport final
- Programme national de nutrition-PRONANUT (2022)**, Rapport annuel
- Reybrouck, D. (2012)**, Congo : Une histoire, Arles cedex, Actes du sud
- Système de l'information de l'IPC Sécurité alimentaire (2022)**,
<http://iss.ipcinfo.org/fr/cd/login>
- Tshama M. (2014)**, Stratégies de survie des ménages ruraux camerounais dans un contexte de crise, <http://ssrn.com/abstract=1418613>
- UNISDR (2008)**, Biennial work Plan,
https://www.preventionweb.net/files/10981_UNISDR2008ProgressReport.pdf
- Young C. et Turner T. (1985)**, The rise and decline of the Zairian state, Madison, Wiw, University of Wisconsin Press.